



LE « PROGRAMME BRÉSILIEN DE PRODUCTION DURABLE D’HUILE DE PALME » EST-IL DURABLE?

Hubert **DROUVOT**

Professeur à l’Université Salvador, UNIFACS, Salvador de Bahia, Brésil.

Cláudia **MAGALHÃES DROUVOT**

Professeur à l’Université Salvador, UNIFACS, Salvador de Bahia, Brésil.

Résumé : En 2010, le gouvernement fédéral brésilien lança le Programme National de Production Durable d’Huile de Palme (PSOP). La première région concernée par le projet se situe dans l’État du Pará et dans une région qui se caractérise par une forte présence de petits agriculteurs. Selon les directives de ce programme fédéral, les investisseurs doivent s’engager à associer dans leurs projets un nombre important d’agriculteurs locaux. Cependant, sur le plan local, le PSOP apparaît comme un programme orienté “du haut vers le bas”. Les résultats de nos entretiens réalisés avec les représentants des communes et des mouvements sociaux montrent que les entreprises ne s’impliquent pas dans des projets de développement local et que le programme est discutable dans ses orientations sociales et environnementales.

Aire thématique : Economie du territoire.

Mots clés : Huile de palme, Amazonie, développement durable, responsabilité sociale des entreprises.

Abstract : In 2010, the Brazilian federal government launched the National Program Sustainable Production of the Palm Oil (PSOP). The first area affected by the project is located at the state of Pará and this is a region that is characterized by a strong presence of small farmers. Under the guidelines of this federal program, investors must agree to associate their projects a significant number of local farmers. However, locally the PSOP appears as an oriented "top-down" program. The results of our interviews with representatives of municipalities and social movements show that companies don't get involved in local development projects and the program is questionable in its social and environmental policies.



Introduction

Le 6 mai 2010, à Tomé-Açú, municipalité de l'État du Pará. l'ex-président de la République, Luiz Inacio Lula da Silva, présenta le contenu du Programme Fédéral de Production Durable d'Huile de Palme « *Programa Sustentável de Produção de Oléo de Palma* » (PSOP).

Selon le gouvernement fédéral, il s'agit d'un programme national ambitieux pour développer, à grande échelle et de forme durable, la production d'huile de palme (*dendê*). La première région concernée par le projet se situe dans l'État du Pará ; elle se caractérise par une forte présence de petits agriculteurs. Selon les directives de ce programme fédéral, les investisseurs doivent s'engager à associer dans leurs projets un nombre important d'agriculteurs locaux.

Cette étude se propose de présenter les conditions de réalisation du Programme National de Production Durable d'Huile de Palme (PSOP) dans la principale région concernée, celle du Baixo Tocantins (État du Pará). Cette évaluation prend essentiellement en compte les dimensions de l'insertion sociale et du développement territorial, principes clés du PSOP.

En effet, ce programme a pour mission : « la mise en œuvre de forme durable, autant sur le plan technique qu'économique, de la production de biodiesel, facteur d'insertion sociale et de développement régional à partir de la création d'emploi et de revenu ». (COSTA, 2011). L'intention est ainsi de faire un premier bilan sur la réalisation de ce programme dans l'État du Pará en nous interrogeant sur la caractère réellement « durable » de cette initiative.

Cet article décrit d'abord le secteur d'activité, les grandes orientations du programme, les principales entreprises impliquées et la localisation géographique de la production. Après avoir présenté la méthodologie de la recherche, diverses contributions théoriques sont abordées afin de caractériser la nature du programme et les pratiques des entreprises en terme de responsabilité sociale. Enfin, avec une évaluation des actions menées sur un ensemble de critères, le caractère prétendu « durable » de cette politique est analysé.

1. Le contexte de la recherche

1.1. La participation marginale du Brésil dans la production mondiale d'huile de palme



La production mondiale d'huile de palme est largement dominée par deux pays, l'Indonésie et la Malaisie. Dans le cadre de cette activité, ceux-ci ont été l'objet de vives critiques compte tenu de leur politique de déboisement systématique de la forêt native et de l'expulsion, surtout en Indonésie, des indigènes et des petits agriculteurs (DOAN BUI, 2009), (VERMEULEN et GOAD, 2006).

Six millions d'hectares de forêt tropicale ont ainsi été transformés en palmeraie à Sumatra et dans l'île de Bornéo (BARROS, 2008). En dénonçant de telles pratiques, diverses ONG comme les Amis de la Terre, Greenpeace, CCFD, Walhi Friends of the Earth ont appelé au boycott de produits fabriqués par des multinationales de l'industrie alimentaire incorporant de l'huile de palme en provenance d'Indonésie (GRUNDMANN, 2013).

Afin de ne pas être la cible d'accusations semblables à celles concernant les pratiques prédatrices en Asie du Sud-Est, le gouvernement brésilien élaborera un programme basé sur le critère du développement durable (REPORTER BRASIL, 2010a). C'est dans l'État du Pará qu'est concentrée la quasi-totalité de la production et, dans le cadre d'une vaste politique de plantation des palmiers dans les aires dégradées, cet État a toutes les conditions pour être l'une des principales régions productrices de cet oléagineux sur le plan mondial.

1.2.Présentation du Programme National de Production Durable d'Huile de Palme (PSOP)

-Les lignes directrices de ce programme fédéral

Ce Programme s'inscrit dans le prolongement du Programme National de Production et d'Utilisation de Biodiesel (PNPB). Celui-ci, créé en 2004 et promulgué par la loi n°11.097/05, a pour objectif de développer une production durable de biodiesel en garantissant la création d'emploi et l'augmentation des revenus au profit des agriculteurs familiaux.

Un accent particulier est porté sur les régions semi-arides (Nord-Est du Brésil) et sur la culture d'oléagineux n'entrant pas dans la chaîne alimentaire humaine ou animale, ce qui est le cas de la *mamona* (ricin) ou du *pinhão manso* (jatropha). Sous la condition d'acheter une proportion déterminée de matières premières auprès d'agriculteurs familiaux, les industriels producteurs de biodiesel bénéficient de subventions fiscales liées au "Timbre Combustible Social" et d'une priorité dans les appels d'offres réalisés par l'Agence Nationale du Pétrole (ANP) (MAGALHÃES DROUVOT, 2010).



Le Programme National de Production Durable d'Huile de Palme s'inspire fortement de ce programme précédent ; s'y ajoutent des dispositions liées à son implantation en Amazonie et, parmi celles-ci, la prohibition de la déforestation et l'interdiction de pratiquer cette culture du *dendê* dans les aires de conservations forestières et les réserves indigènes.

Les modalités de ce programme se concentrent sur cinq instruments :

1. Offre de crédits à taux bonifiés pour les agriculteurs familiaux, sur une durée de 14 ans et avec six années de carence. Dans le cadre d'un financement spécial pour les petits paysans (Pronaf Eco) le montant maximum accordé, pour une culture limitée à 10 hectares, était de 65.000 réais. Comme les palmiers ne commencent à produire qu'à partir de la quatrième année, pour cette période sans récolte, le crédit inclut le versement tous les mois d'un revenu équivalent au salaire minimum.
2. Un investissement en innovation et recherche génétique de 60 millions de réais destiné aux institutions d'excellence spécialisées dans la culture des palmiers à huile.
3. Un investissement initial de 300.000 réais du Ministère du Développement Agricole, montant destiné au programme de qualification des agents chargés d'apporter une assistance technique aux agriculteurs impliqués dans la culture des palmiers à huile en Amazonie.
4. Identification de la zone agroécologique où la culture des palmiers est autorisée. Elle représente 13,6% des territoires appropriés à cette activité ; ceux-ci s'étendent sur 31,8 millions d'hectares. Les plantations sont interdites dans les aires ayant fait l'objet d'une déforestation depuis 2007, année de référence liée au lancement du Programme de surveillance de la forêt amazonienne brésilienne par satellite (PRODES) de l'Institut National de Recherche Spatiale (INPE).
5. Création de la Chambre Sectorielle d'Huile de Palme. Elle est composée de représentants du gouvernement fédéral (Maison Civile, Ministère des Mines et de l'Énergie, Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, Ministère du Développement Agricole) et des représentants de l'industrie et du commerce. L'entreprise publique de recherche agronomique (EMBRAPA) est membre de cette chambre car il lui appartient de contrôler les conditions de mise en œuvre du programme.

Concernant la participation des agriculteurs, le gouvernement fédéral a fixé l'objectif d'inclure 10.000 familles dans la chaîne productive. Pour le Ministre de l'Agriculture Reinhold Stephanes : « avec une production de *dendê* sur un million d'hectare, le pays n'aura plus la nécessité d'importer de l'huile de palme ; ce programme est économiquement, socialement et écologiquement optimal » (SALOMON, 2009).



-Les principales entreprises engagées dans la production de biodiesel à partir de l'huile de palme au Pará

Dans l'État du Pará, ce sont surtout deux grandes firmes qui participent à ce programme destiné à la production de biodiesel : les deux grands groupes brésiliens, Vale et Petrobras. Ces deux entreprises sont présentées ci dessous :

-La Vale

La Compagnie Vale du Rio Doce (CVRD), dénommée à présent Vale, a été créée en 1942 par l'entreprise British Itabira Company pour exploiter du minerai de fer de l'État du Minas Gerais. Dix ans plus tard, elle fut nationalisée par le président Getulio Vargas. Son statut d'entreprise publique dura jusqu'en 1997, année où elle a fait l'objet d'une privatisation par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso.

La Vale est classée deuxième groupe mondial dans le secteur des minerais, et premier producteur mondial de minerai de fer grâce en particulier à l'énorme gisement de Carajás, situé dans l'État du Pará. La compagnie est propriétaire de Biopalma, entreprise qui investit 500 millions de dollars pour acquérir près de 130.000 hectares de terres dans la région nord-est de l'État du Pará. 60.000 hectares sont destinés à la culture du palmier à huile et 70.000 hectares sont des zones de préservation de la forêt. Dans le territoire de plantation, 15.000 hectares sont réservés pour être exploités par un ensemble de 2.000 familles d'agriculteurs (VEIGA FILHO, 2010).

L'objectif de la Vale est de produire du biodiesel afin de fournir en biocarburant les 216 locomotives de la compagnie qui font le transport du minerai de fer jusqu'au port de São Luiz, ville portuaire située à 850 km de la mine à ciel ouvert de Carajás. Il est aussi prévu que les camions et les autres équipements utilisés dans la production utilisent un diesel incorporant à hauteur de 20% une proportion de biodiesel (biodiesel B20).

Avec ce projet, la Vale espère économiser jusqu'à 150 millions de dollars par an et réduire ses émissions d'une quantité de 12 millions de tonnes de dioxyde de carbone. Pour le directeur exécutif de la logistique et du développement durable de la Vale, Eduardo Bartolomeo, il s'agit d'un projet stratégique qui se fonde sur « un trépied social, environnemental et économique ». (ECO4PLANET, 2009).

- La Petrobras



Le gouvernement brésilien créa cette société en 1953 dans le but de développer la production nationale de pétrole. En 1999, elle fut privatisée et elle perdit son monopole dans l'exploitation du pétrole. Malgré cela, son capital reste contrôlé majoritairement par des fonds publics.

Depuis le lancement du Programme National de Production de Biodiesel, la Petrobras Biocombustível (PBbio) est l'acteur principal dans la mise en œuvre de ce projet. En syntonie avec le Ministère du Développement Agricole (MDA), cette entreprise a organisé d'abord dans la région du "Nordeste" et à présent dans la région Nord, des chaînes de productions associant un nombre élevé de petits agriculteurs (MAGALHÃES DROUVOT et al, 2010).

Dans l'État du Pará, la Petrobras est engagée dans deux programmes:

- Le projet Biodiesel Pará avec lequel la Petrobras Biocombustível prévoit d'intégrer dans sa production 1.250 agriculteurs avec la création, au total, de 5.000 emplois directs. Dans ce cadre, ont été implantées deux usines d'extraction de l'huile de palme et une unité de production de biodiesel.
- Le Projet Belém qui, avec un investissement de 500 millions de réais, comprend la construction d'une raffinerie de biodiesel en partenariat avec la société portugaise GALP Energia. Il est prévu que près de 1.000 agriculteurs familiaux soient associés à la production, pour approvisionner l'usine, l'entreprise étant engagée dans la plantation de palmiers. La culture s'étendra sur 74.000 hectares et la moitié de la production d'huile sera exportée au Portugal pour fabriquer du biodiesel (PETROBRAS, 2010).

1.3.Le territoire étudié

En 2010, dans l'État du Pará, la culture du palmier à huile occupait 90.000 hectares et il est prévu que cette culture progresse sensiblement pour s'étendre, dès 2015, à 210.000 hectares. Au total, 44 municipalités de l'État sont concernées par cette expansion, et les principaux projets se situent dans la région de "Guajarina". Le territoire comprenant l'ensemble de ces localités est aussi dénommé région du Baixo Tocantins, région s'étendant sur la partie finale du fleuve Tocantins.

Comme diverses municipalités de la région sud-est de l'État du Pará, la commune de Tailândia était un grand centre de déboisement et, en février 2008, 300 agents de la police



fédérale, appuyés par l'armée et avec la participation d'agents de l'Institut Brésilien de Protection de l'Environnement (IBAMA) occupèrent les nombreuses scieries de la ville, confisquèrent le matériel et interceptèrent 13.000 m³ de bois illégal.

Cette intervention provoqua de violentes manifestations de la population. Pour le secrétaire de mairie de Tailândia, cette réaction populaire s'expliquait par le fait que 70% des revenus de la localité provenait de l'exploitation forestière et de la fabrication de charbon de bois (ARNAULT DE SARTRE et BERDOULAY, 2011).

Le chef de la police civile de Tailândia nous indiqua que cette brusque prohibition de la production illégale de bois eut pour effet immédiat une forte croissance du chômage et une nette augmentation de la criminalité. Dans les années qui ont suivi, l'implantation du programme de production durable d'huile de palme a été une alternative en matière de création d'emplois et de revenus.

A présent, les pratiques illégales de déforestation ont très sensiblement diminuées au point que la commune figure dans la liste des nouvelles "municipalités vertes". Il était temps car une estimation indique que 70% de la forêt sur le site de Tailândia est déjà dévastée (RIBEIRO, 2009).

2. Référentiel théorique

2.1. Le concept de durabilité

C'est en 1987 que la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement, présidée par Mme Brundtland consacra le terme de développement durable. Pour cette commission, le concept a été défini comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».

Selon Dominique Wolff (2010), le développement durable revient à considérer la croissance économique non pas comme une fin en soi mais comme un procédé susceptible de contribuer à l'amélioration de la condition humaine (pauvreté, inégalité, exclusion) et à la protection de l'environnement. Cette vision est construite selon une double logique d'ouverture : une ouverture temporelle, celle des générations futures et une ouverture spatiale qui implique la prise en compte simultanée des effets économiques, sociaux et environnementaux.



Cette approche concerne les choix provenant à la fois de la sphère politique et de la sphère économique. Elle se manifeste au niveau international avec les décisions issues de conférences intergouvernementales (objectifs de Développement du Millénaire, le Protocole de Kyoto ou le Sommet de Rio). C'est aussi une doctrine qui vise à redonner une légitimité au système capitaliste et un sens collectif à la mondialisation. Dans cette perspective, les entreprises sont invitées au dialogue et à l'écoute des parties prenantes de la société civile (D'Humières, 2005).

Dans le cadre de cette étude, la notion de développement durable s'inscrit comme un catalyseur du développement territorial basé sur les orientations d'un programme nacional concernant un secteur d'activité (la production d'huile de palme) et visant à des actions coordonnées des acteurs publics, des entreprises et des organisations de la société civile.

2.2. La vision moderniste et post-moderniste des politiques de développement durable

Arnault de Sartre et Berdoulay (2011) distinguent deux types de politiques de développement en Amazonie : la première, qualifiée de moderniste, se fonde sur une approche économique et sectorielle et la seconde, qualifiée de post-moderniste, se base davantage sur une perspective politique et territoriale. Les principales caractéristiques de ceux deux visions sont les suivantes :

- **La vision moderniste** : elle s'inscrit dans le prolongement du positivisme ; elle se manifeste par une confiance absolue envers le progrès technique. En s'appuyant délibérément sur les sciences exactes, elle se caractérise par de grands projets conçus par des experts qui accordent une priorité au développement économique dans une optique "développementaliste" et capitaliste. Cette pratique s'illustre en Amazonie principalement par la création de grands barrages destinés à fournir de l'hydroélectricité et par l'implantation de projets d'exploitation minière.

- **La vision post-moderniste** : de nature plus sociale et territoriale, elle se préoccupe, au delà de l'apport des sciences exactes, d'inclure les sciences humaines dans le processus d'élaboration et de réalisation des projets. Avec la prise en considération des spécificités socio-culturelles des territoires concernés, l'intention est d'impliquer la population locale en privilégiant des modes de décisions participatives.

C'est dans ce sens que s'inscrivent les revendications des groupes indigènes et des riverains (*ribeirinhos*) concernés par la construction de l'usine hydroélectrique Belo Monte



sur le rio Xingu. L'entreprise Norte Energia est accusée de n'avoir pas mis en place de procédures de concertation de la population locale et de négliger les préjudices apportés par cette réalisation en matière d'inondations d'un vaste domaine forestier protégé (réserve indigène) et de délocalisation des familles de pêcheurs habitant sur les berges du fleuve.

Au niveau du gouvernement de l'État fédéral, une de ces visions peut être privilégiée. Ainsi, durant la présidence de Luiz Inacio Lula da Silva, la Ministre de l'Environnement, Marina Silva, s'opposa aux projets hydroélectriques en Amazonie. Face aux pressions critiquant sa politique environnementale, elle démissionna de sa fonction et quitta le Parti des Travailleurs. Son successeur au Ministère de l'Environnement, Carlos Minc, fut un ministre bien plus favorable à l'implantation de grands projets énergétiques contribuant au développement économique national.

En fonction des points de vue de chaque groupe d'intérêt ou des valeurs individuelles de chaque décideur, les contradictions entre modernisme et post-modernisme se manifestent à tous les niveaux, au niveau national entre les ministères, et à l'intérieur de chaque ministère jusqu'au niveau local dans les municipalités.

En même temps, apparaît la constitution de réseaux de coopérations entre des acteurs de divers niveaux qui partagent la même vision du développement. Par exemple, des ONG internationales et nationales, des responsables politiques, des membres de la société civile et des chercheurs universitaires peuvent défendre une vision relativement commune sur les caractéristiques d'une politique durable de développement territorial.

A partir des contributions d'Arnault de Sartre et de Berdoulay (2011), le tableau 1 indique, sur un ensemble de critères, les différences qui apparaissent entre les visions « modernistes et post-modernistes ».

Tableau 1: les visions modernistes et post-modernistes des politiques de développement dans l'Amazonie brésilienne.

Vision économique et sectorielle : « le modernisme »	Vision politique et territoriale: « le post-modernisme »
<ul style="list-style-type: none"> - Vision nationale, globale et/ou planétaire. - Vision à partir du "haut" avec une approche centralisée, technocratique et un comportement d'ingérence. - La diversité des environnements locaux apparaît comme un problème dans la mise en œuvre d'une politique planifiée. - Instrument de dépendance et d'assujettissement. - Appropriation des ressources par les grandes 	<ul style="list-style-type: none"> - Vision locale. - Vision à partir du "bas", du terrain, en considérant les attentes locales et la question des capacités (le capital social). - L'intention est de modifier les structures politiques et économiques locales par des innovations sociales. - Instrument d'émancipation, les populations doivent s'appropriier le développement. - Les solutions dépendent des conditions locales.



entreprises. - Vision simplificatrice qui n'intègre pas les effets inespérés provenant de l'opportunisme des acteurs.	Le but est de favoriser l'"empowerment", la capacité des communautés d'organiser le changement.
--	---

Source: tableau élaboré par les auteurs à partir d'Arnault de Sartre et Berdoulay (2011).

Pour Arnault de Sartre et Berdoulay (2011), les communautés doivent s'appropriier les politiques de développement durable définies par des instances nationales, et c'est seulement à cette condition que le développement durable et le développement territorial peuvent être fortement associés.

2.3. Les politiques de responsabilité sociale des entreprises (RSE)

-Définition du concept de responsabilité sociale des entreprises

C'est John Elkington (1998) qui est à l'origine du concept de « *Triple Bottom Line* » ; celui-ci se fonde sur les trois préoccupations que les entreprises durables doivent prendre en compte: les aspects économiques, sociaux et environnementaux. L'auteur considère que le succès d'une entreprise doit être évalué, non seulement sur la base de critères financiers, comme celui du retour sur investissement (ROI), mais de manière plus générale comme la prise en considération des impacts des activités de l'entreprise sur la société et l'environnement.

Dans l'AFNOR (2006) apparaît une distinction entre trois modalités d'actions en responsabilité sociale corporative en fonction du degré de relation qu'elles ont avec les activités:

- Les questions sociales qui, au sein d'une orientation stratégique, ont un impact significatif sur la chaîne de valeur des entreprises.

- Les questions sociales liées aux attentes des groupes d'intérêts. Selon la norme ISO SD 21000 (AFNOR, 2006), « Ce sont tous les individus ou groupes affectés ou qui peuvent être affectés, directement ou indirectement, à court ou long terme, aux stratégies, actions et aux messages que les entreprises mettent en pratique pour atteindre leurs objectifs ».

- Les questions sociales génériques non directement liées aux activités de l'entreprise. C'est le cas des actions philanthropiques axées sur le désir de l'entreprise de faire des contributions sociales sans attendre quelconques retours économiques ou financiers.

- **La vision instrumentale et la vision normative de la RSE selon Donalson et Preston (1995)**

Les pratiques de responsabilité avec une communauté peuvent être caractérisées à partir de la distinction entre deux types de représentations de la Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) : La vision instrumentale et la vision normative (DONALSON et PRESTON, 1995).

- **La vision instrumentale:** cette vision, qualifiée aussi « orientée *business* », considère la RSE comme une mesure qui permet à une entreprise de développer une stratégie efficiente au niveau économique et financier, ce qui, par conséquent, offre un avantage compétitif sur le marché.

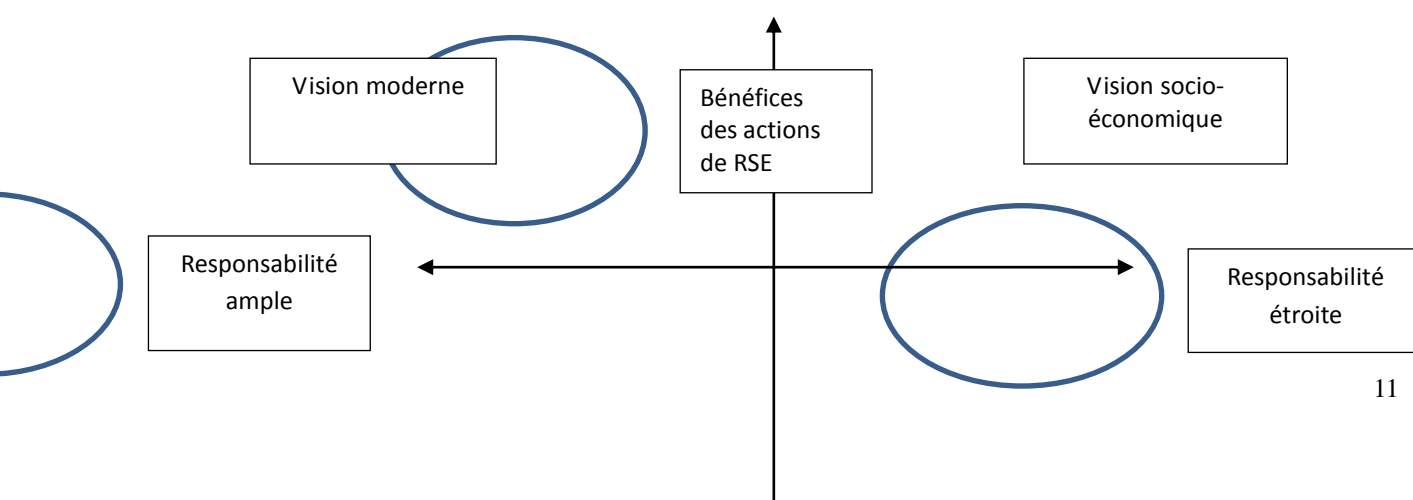
- **La vision normative** est fondée sur la prise de conscience des dirigeants d'une entreprise que l'organisation a des obligations morales en relation aux groupes d'intérêts. L'entreprise s'estime ainsi redevable à la société et en raison de cela, elle doit prendre en considération diverses attentes des parties intéressées. Dans cette perspective s'établit, implicitement ou explicitement, un contrat social entre l'entreprise et la société qui oblige à mener les activités économiques dans le cadre d'un compromis entre les objectifs de l'entreprise et les attentes des diverses parties prenantes ou de la société en général.

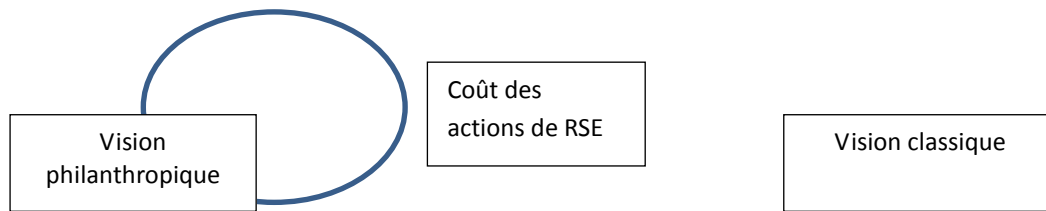
Ces deux conceptions de la RSE (instrumentale et normative) sont fondées sur deux types de cultures organisationnelles dans la mesure où elles se justifient, au niveau de l'entreprise, en fonction de valeurs et de croyances distinctes qui, dans cette étude, peuvent expliquer jusqu'à quel point une entreprise estime acceptable de prendre en considération les attentes d'une communauté au sein de laquelle elle agit (DROUVOT et alii, 2013).

- La typologie des actions de la RSE selon Quazi et O'Brien (2000)

Comme il est présenté dans la figure 1, les auteurs font la distinction entre quatre types de visions de responsabilité sociale des entreprises:

Figure 1: Modèle bidimensionnel de la responsabilité sociale corporative.





Source: Quazi et O'Brien (2000).

Le modèle est basé sur deux dimensions: la dimension large ou étroite de la responsabilité sociale et la dimension des résultats tirés du compromis social des affaires (coûts ou bénéfiques). A travers ces deux axes (figure 1), les quadrants définissent les visions suivantes

- **Vision classique (libérale) :** La RSE ne fait pas partie de la vocation d'une entreprise parce qu'elle ne crée pas de valeur pour les actionnaires.
- **Vision socioéconomique :** La RSE peut aider à la création de valeur pour l'actionnaire, mais la responsabilité est étroite dans la mesure où les actions doivent toujours s'accompagner d'un retour économique et financier.
- **Vision philanthropique :** Elle défend les actions de RSE même lorsqu'elles ne s'accompagnent pas de retours pour l'entreprise.
- **Vision moderne :** L'entreprise qui maintient une relation élargie avec la société obtient des bénéfices nets à court et long terme.

3.Méthodologie de la recherche

La recherche est fondée à la fois sur une investigation documentaire, une recherche académique et une étude sur le terrain menée sur une durée de quatre années, de 2010 à 2014. Concernant la recherche documentaire, à l'aide de "Google Research", une analyse systématique des articles concernant le thème de l'étude a été effectuée (WEBER, 1988).

L'identification des communications s'est basée sur l'emploi de trois mots clés : Amazonie, Huile de palme, Agriculture familiale. La recherche académique, de nature pluridisciplinaire a eu pour intention d'étudier les questions du développement durable, du développement territorial et des politiques de responsabilités sociales des entreprises.

Lors des nombreuses visites sur le site (une quinzaine au total), les études sur le terrain se sont effectuées selon deux modalités :



-Des guides d'entretien ont été utilisés pour recueillir des informations auprès des divers acteurs concernés : dirigeants d'entreprises, employés dans les plantations, petits agriculteurs impliqués dans le programme, membres d'organisations syndicales et responsables politiques..

-Trois types de questionnaires utilisant un ensemble d'échelles de Likert ont été administrés auprès de trois catégories d'acteurs : les petits agriculteurs (25 questionnaires), les ouvriers agricoles employés par les entreprises (30 questionnaires) et des membres des organisations sociales de la municipalité de Tailândia (40 questionnaires). Le traitement des données a été effectué par le logiciel SPSS.

La participation à plusieurs conférences liées à l'implantation du programme a été également une source d'information très utile :

- Participation à la deuxième Conférence Latino-Américaine du « Roundtable on Sustainable Palm Oil » (RSPO), à Belém, du 24 au 27 août 2010.

- Participation au Premier Séminaire sur le Développement Territorial Durable de la région du «Bas Tocantins», « Défis, perspectives et agendas sur la production de dendê dans le cadre du programme d'huile de palme », à Mojú, les 25 et 26 août 2011.

- Participation au Congrès AgriBio, « Agriculture familiale et Biodiesel » organisé par le Ministère du Développement Agricole et la revue BiodieselBr, à São Paulo, le 5 juillet 2012.

- Participation au Premier Atelier («*Workshop*») Durable sur l'Huile de Palme au Brésil, organisé par l'Embrapa, à Belém du 26 au 28 février 2013. L'Embrapa est l'institution publique de recherche agronomique qui contribue d'une façon très importante à l'essor de l'agriculture brésilienne.

4.L'évaluation du Programme Durable de Production d'Huile de Palme (PSOP)

4.1. Le Programme Durable de Production d'Huile de Palme (PSOP): un projet sectoriel et moderniste.

Selon Becker (2010), « Un nouveau moment se présente en Amazonie. Pour la région, le grand défi est à présent de savoir comment utiliser, sans la détruire, la richesse de ce patrimoine naturel. Pour empêcher cette destruction des écosystèmes et récupérer les aires



dégradées, il convient de faire preuve d'innovation en concevant des activités et des modes de production capables de générer des emplois et des revenus aux agriculteurs de la région.

C'est dans ce contexte que s'insère la pertinence, ou non, de promouvoir l'expansion de la culture du *dendê* en Amazonie en tant que possibilité permettant de récupérer les zones déboisées et de contribuer au développement régional ».

Sur le plan local, le PSOP apparaît comme un programme orienté « du haut vers le bas » dans la mesure où il s'agit d'une initiative du gouvernement fédéral et qu'il revient à des entreprises qui s'implantent dans la région (Vale, Petrobras, ADM...), de fixer les modalités de mise en œuvre, en particulier au niveau de la sélection des agriculteurs intéressés et de la fixation des clauses contractuelles.

Ainsi, le PSOP fait parti : « des politiques publiques qui ont comme objectif de permettre au local de profiter d'impulsions externes en faveur du développement. Dans cette condition, le développement local s'opère dans le cadre d'un processus initié à l'extérieur du territoire, de « *fora para dentro* ». (VASCONCELLOS et VASCONCELLOS SOBRINHO, 2007).

Pourtant, au delà de cette politique, selon ces auteurs, le développement local ne doit pas dépendre seulement des directives et des actions qui viennent de l'extérieur, mais surtout : « du pouvoir de mobilisation et d'engagement des acteurs sociaux locaux et de la capacité de penser le local d'une forme intégrée ».

Cette perspective de développement est à la fois de type endogène, fondée sur la valorisation de ressources propres, et intégrée, avec l'intention d'harmoniser des objectifs économiques, sociaux et environnementaux.

Au niveau d'un territoire ou d'une communauté, une question importante est ainsi de s'interroger sur l'existence d'une intégration de ce programme de nature sectorielle dans une politique endogène de développement local.

Dans ce context d'intégration dans laquelle les entreprises ne se préoccupent pas seulement de la production de *dendê* au niveau des agriculteurs associés, mais du devenir des communautés locales, nécessite des actions conjuguées mobilisant les acteurs publics, les industriels et la société civile (RAMBO et al., 2008).

A partir de la conception basée sur le fait que le développement durable doit s'intégrer au développement territorial et nécessite la participation des divers acteurs de la société, nous pouvons constater que le Programme Durable de Production d'Huile de Palme (PSOP) est un projet sectoriel et moderniste.



En dépit de la consultation au niveau national des entités représentatives du secteur, comme la Fetagri (Fédération des travailleurs dans l'Agriculture de l'État) et la Feapa (Fédération de l'Agriculture de l'État du Para), au niveau local, l'élaboration et la mise en place du programme ont été réalisées sans la participation des communes et des mouvements sociaux locaux. Par exemple, à Tailândia, la mairie a seulement été mobilisée au début du projet, pour aider les techniciens de la Petrobras à identifier les éventuels agriculteurs intéressés.

Ainsi, en relation avec le tableau 1, le Programme Durable de Production d'Huile de Palme (PSOP) se caractérise par une vision économique et sectorielle, « le modernisme », dans la mesure où, malgré l'objectif « d'inclusion sociale », les contributions sont limitées à la génération d'emploi et de revenu. Incontestablement, le Programme apporte déjà des résultats significatifs en matière de création d'emploi et de revenu, cependant il ne s'intègre pas à une politique intégrée de développement territorial.

Cette conception du territoire est fondamentalement différente d'une vision capitaliste, où le territoire sur lequel agit le marché est un territoire abstrait. Selon Leroy (2007), « Cela n'intéresse pas le capital de savoir s'il est de type savane ou forêt sinon pour évaluer les conditions du sol et du climat; cela ne l'intéresse pas s'il y a des gens sur ce territoire, à moins que cela soit pour garantir au marché une main-d'oeuvre ou pour nettoyer le terrain de façon à faciliter les affaires. Quel que soit le produit à exporter, quelle que soit l'histoire du territoire, son passé et son futur, il ne s'en importe pas... Rien de plus normal, ainsi, que, sur un espace pour lui sans histoire, les personnes qui vivent là, soient expulsées ou ignorées, si elles n'ont pas d'utilité ».

Les résultats de nos entretiens réalisés avec les représentants des communes et des mouvements sociaux, en particulier dans la ville de Tailândia, montrent que les entreprises ne s'engagent pas à participer aux projets de développement territorial. Pour la mise en place du programme de biodiesel, la sélection définitive des partenaires se fait directement avec chacune des familles candidates, sans la participation des organisations sociales locales. Pour les représentants de la communauté locale, les entreprises impliquées dans le programme sont perçues comme des organisations peu ouvertes au dialogue, uniquement préoccupée par la rentabilité et l'expansion de la production.

En ce sens, les relations avec les agriculteurs intégrés se limitent à une assistance technique qui garantit, dans une vision de création de valeur partagée (PORTER et KRAMER, 2011) une bonne productivité dans les plantations.



4.2. Au niveau territorial, les entreprises du secteur ne s'engagent pas dans des actions qui dépassent les limites de leurs affaires : la culture du dendê avec la production d'huile de palme et des produits dérivés.

« On ne peut concevoir l'inclusion sociale lorsque l'on sait que dans l'Etat du Pará seulement 39% des propriétés rurales possèdent l'électricité, ou que seulement 11% des routes fédérales, des états, ou municipales sont goudronnées ». (HOMMA, 2005).

Dans cette situation, ce chercheur estime que les grands groupes comme la Vale, Petrobras, Alunorte, Albrás, Jari et d'autres, ne peuvent continuer à adopter des postures égoïstes, de privilégier les lieux d'extraction et d'embarquement, mais ont la responsabilité d'un vaste territoire dans lequel une parcelle des profits devrait être investie en projets d'infrastructure.

Si du fait de la mise en place récente des projets de la Vale et de Petrobras, il est encore difficile de conclure sur l'implication locale des entreprises, la constatation est que, jusqu'à aujourd'hui, aucune action de coopération entre les entreprises et les acteurs locaux n'a été perçue par les personnes interviewées.

Selon le président de la Petrobras Biocombustível, Miguel Rosseto, le programme de biodiesel de l'entreprise n'est pas de l'assistencialisme: « nous n'investissons pas à fond perdu... en tant qu'activité d'entreprise, nous recherchons toujours la meilleure affaire » (PPIO, 2011). L'intérêt réel des organisations envers les agriculteurs familiaux associés est strictement de nature commerciale et stratégique.

Néanmoins, en dépit de la perspective d'un accroissement substantiel du revenu, les agriculteurs attendent des entreprises qu'elles participent à des actions sociales qui modifient leurs vies quotidiennes dans la communauté, principalement à l'égard des infrastructures du lieu où ils habitent et où se constate l'absence d'assainissement basique et la précarité des services de transport, de santé et d'éducation. Selon un directeur du Ministère du Développement Agraire : « le revenu supplémentaire du dendê n'a pas apporté de larges améliorations de la qualité de vie des familles » (REPORTER BRASIL, 2010a)

Dans le cadre des observations de Donalson et Preston (1995), notre recherche montre que les industriels concernés privilégient une politique de RSE centrée sur la vision instrumentale du retour économique et non sur une vision normative et morale. En référence à la typologie des actions de RSE selon Quazi et O'Brien (2000), nous constatons que les



entreprises prennent en considération les questions sociales seulement dans la mesure où elles influent positivement sur la compétitivité opérationnelle de l'organisation.

Sur la figure 1, les entreprises se positionnent ainsi dans le cadran “vision socio-économique”. Pour une part, le point de vue est que les actions de RSE de l'entreprise doivent toujours apporter un retour économique et financier, et pour une autre part, la vision de la responsabilité sociale est étroite, dans la mesure où elle se limite aux fonctionnaires et aux agriculteurs intégrés.

Pour Maria dos Reis, agent de la Comissão Pastoral de la Terre (CPT) à Moju: “ La discussion de l'intégration de l'agriculture familiale à la “dendéculture” fondée sur une perspective à prédominance économique a été la cible de critiques de la part des institutions sociales et communautaires dans les municipalités d'extension de la palme » (REPORTER BRASIL, 2010a).

4.3. Les politiques opportunistes qui nuisent au caractère de développement durable du Programme

4.3.1. Les détournements des objectifs du développement durable du côté des entreprises

- Les pressions des industries sur les petits agriculteurs pour s'approprier les terres

Dans la mesure où, malgré la participation de petits agriculteurs dans la culture des palmiers à huile, l'essentiel de la production s'effectue sur des terres achetées (Vale) ou louées (Petrobras) par les industriels, le Syndicat des Travailleurs Ruraux (STTR) de Mojú s'est montré préoccupé par les achats de terres occupées par des petits agriculteurs.

‘De nouvelles industries continuent de s'approprier des terres dans la région, condamnant d'une certaine manière à l'expulsion de petits agriculteurs qui finissent pas être salariés dans ces mêmes industries. La conversion des agriculteurs en salariés implique un changement drastique des conditions de vie des familles, qui perdent les moyens de survivance que l'agriculture familiale fournissait’. (WILKINSON *et al*, 2009).

Un autre impact du programme concerne l'exode rural. Selon une enquête du Syndicat des Travailleurs Ruraux de Tomé-Açu (STTR), 40% des agriculteurs locaux ont vendu leurs terres et sont partis habiter dans les zones périphériques de la municipalité. Le STTR estime que la ville ne possède pas les infrastructures nécessaires pour accueillir cette population. Les acheteurs sont des agents immobiliers qui opèrent comme intermédiaires, les terres regroupées en lots plus importants sont revendues aux grandes entreprises (FLEXA, 2011).



Pour Becker (2010), progressivement, il est déjà en train de se produire une vente de terres des petits producteurs à destination des moyens et grands acquéreurs à Tailândia et à Concórdia. L'ONG Repórter Brasil (2010) a constaté que les problèmes fonciers impliquent l'entreprise Biopalma (filiale de la Vale): à Concórdia du Pará. Déjà en 2008, des représentants de sites habités par des communautés descendantes des anciens esclaves (*quilombola*) accusèrent l'entreprise Biopalma de faire pression sur les agriculteurs pour contraindre des paysans à vendre leurs terres, en les menaçant de désappropriation par manque de possession de titres de propriétés.

Une agricultrice da la municipalité de Bujaru raconte que l'entreprise a commencé à acheter des terres à partir de 2009 sans proposer de projets de partenariat avec les producteurs familiaux: « beaucoup des lots qui avaient encore une couverture végétale en cours de régénération furent totalement défrichés pour planter de la dendê. Mais le plus préoccupant c'est le pesticide que l'entreprise emploie dans la plantation, parce que nous avons ici 25 familles qui vivent du miel ». (REPORTER BRASIL, 2010b).

Des témoignages attestent de la destruction de plantations de cacao et d'autres cultures sur les propriétés des petits agriculteurs achetées par la Biopalma. Dans les entretiens ont été cités aussi des cas où des grands propriétaires (*fazendeiros*), agissant en intermédiaires pour les entreprises, empêchaient certains petits agriculteurs à accéder à leurs terres. En étant privé de passage, ceux-ci étaient poussés à vendre leurs exploitations. Le Ministère du Développement Agricole (MDA) a manifesté ses préoccupations par rapport aux actions de la Biopalma dans sa politique d'acquisition de terres (REPORTER BRASIL, 2010a).

La fabrication d'huile de palme nécessite que le temps passé entre la récolte des grappes des palmiers et le traitement industriel de celles-ci ne dépasse pas une journée. Le principe est donc que les plantations doivent être situées dans un rayon maximum de 50 km par rapport à l'unité de transformation. La pénurie de terres dégradées adaptées à la plantation de palmiers à l'huile et situées à proximité des usines alimente ainsi les conflits fonciers impliquant les entreprises et certaines communautés.

- La question des conditions de travail

Si l'un des bénéfices du PSOP a toujours été la perspective de création d'emplois, au niveau des conditions de travail, les travailleurs ruraux ont été fortement touchés par le fait que leur activité a été tertiarisée par la Vale et la Petrobras à des sous-traitants. Ceux-ci sont



des entreprises (*os gatos*) peu connues, sans aucune image de responsabilité sociale à préserver, qui recherchent le profit à court terme sans toujours respecter les lois du travail.

Dans ce contexte, le risque est que la “dendéculture” s’apparente au secteur de la culture de canne à sucre et que les conditions de travail et de rémunération dans les palmeraies soient semblables à celles très précaires des travailleurs récoltant la canne à sucre (*os boias frias*) (REPORTER BRASIL, 2010b).

4.3.2. Les détournements des objectifs de développement durable du côté des agriculteurs intégrés

Le risque de déforestation peut aussi se produire si la culture des palmiers à huile (*dendê*), en s’implantant, comme il est prévu, dans des aires déboisées, conduisent les agriculteurs et les éleveurs à occuper de nouvelles terres recouvertes par la forêt (BUTLER et LAURENCE, 2009). Pour éviter ce risque, il convient d’intensifier la surveillance des modes d’extraction et de transformation du bois de la forêt tropicale.

Lors d’une de nos enquêtes sur le site, nous avons identifié le cas d’une agricultrice qui, après avoir acquittée ses dettes liées à la culture des palmiers, développa une activité complémentaire d’élevage de bétail par l’acquisition de nouvelles terres occupées par la forêt. Alors que la législation exige que les plantations de palmiers ne doivent pas dépasser pour chaque famille une superficie de 10 hectares, cette limite n’est pas toujours respectée.

Dans une famille, des frères ou des soeurs des parents ou même des enfants majeurs peuvent signer séparément un contrat avec un industriel et dans ces conditions les surfaces cultivées peuvent excéder sensiblement les limites fixées pour une famille. Ces exemples de comportements montrent que la priorité des agriculteurs n’est pas toujours de diversifier les cultures afin de garantir leur sécurité alimentaire, mais plutôt de se concentrer sur la culture des palmiers à huile.

Une pratique qui est en croissance concerne l’embauche informelle de travailleurs pour entretenir les lots et appliquer des agrottoxiques. Ce détournement du programme ne favorise pas l’objectif d’inclusion social dans la mesure où se développe un marché du travail informel qui ne respecte pas les lois du travail (CESAR et BATALHA, 2013).

C’est le cas de la famille composée par Maria Conceição de Oliveira et son fils Sergio qui paie des personnes pour appliquer les engrais et les pesticides. Compte tenu de cette charge et du remboursement de la dette contractée pour cultiver la palme, cette famille considère que les résultats ne sont pas bons car il ne reste à la fin du mois que 400, 500 réais



de revenu (130 à 170 euros). D'autre part, cette famille est l'une de celles qui n'a pas maintenu la diversification de cultures alimentaires parce qu'elle prétend ne pas pouvoir faire deux choses en même temps. (REPORTER BRASIL, 2010b).

4.4. Le PSOP: un modèle extensif et intégré de production d'huile de palme

- La dépendance des agriculteurs familiaux

Dans la fabrication de biodiesel, pour une partie de la production, les entreprises sont dans l'obligation de s'engager dans des accords de partenariats avec des agriculteurs familiaux. Il s'agit d'une tertiarisation de la production de nature bilatérale et asymétrique, pratique qui s'exerce déjà au Brésil, dans d'autres secteurs d'activité, comme celle de l'élevage de poulets. Bien qu'ils constituent un revenu pour les petits agriculteurs, ces contrats créent une procédure de dépendance avec les entreprises qui imposent un ensemble de règles de production et qui fournissent les ingrédients.

Pour divers Syndicats des Travailleurs Ruraux de la région, le programme PSOP d'intégration de l'agriculteur familial n'est pas une bonne affaire, tant en raison de la longue durée de l'engagement contractuel avec une entreprise privée (une durée de 25 ans) que de la charge d'avoir à assumer des dettes importantes. Dans notre région, les familles ont beaucoup de dettes au Pronaf (Programme National de Financement de l'Agriculture Familiale).

La présidente du Syndicat des Travailleurs Ruraux de Tomé Açu, Maria de Nazar Souza, a estimé que le risque de s'endetter à hauteur 65.000 réais pour financer une culture sur 10 hectares de terre est très grand. « La population ici a peur de ne pas réussir à payer et de perdre sa terre ». Selon la présidente: « Les avantages sont surtout du côté de l'entreprise car elle n'a pas besoin d'acheter la terre et de payer des travailleurs, les charges et les risques sont entièrement pour nous » (REPORTER BRASIL, 2010b).

Remarquons enfin que la rémunération des agriculteurs intégrés est liée au prix en dollars de l'huile de palme sur le marché international. Après une longue période de hausse, en août 2014, cette cotation était redescendue à son niveau de 2009.

- L'importance de la monoculture

« La monoculture qui n'agresse pas l'environnement est une plaisanterie » (déclaration faite lors d'un entretien à la mairie de Tailândia).



Malgré l'affirmation officielle qu'il existerait deux agences distinctes (une d'entreprise, guidée par la logique du marché, et l'autre sociale, stimulée par la mise en place de politiques publiques), ce qui s'observe, dans la pratique, c'est que le modèle dominant est celui de l'agrobusiness articulé autour des monocultures. (FASE – REBRIP, 2007, p.130).

Au Brésil, le Ministère du Développement Agraire (MDA) a décrété que pour obtenir le cachet social dans la région Nord du Brésil, les entreprises doivent acquérir 15% de la production à partir de l'agriculture familiale (CESAR et BATALHA, 2013). En comparaison avec les pratiques en Asie du Sud-Est, ce pourcentage n'est pas très élevé.

A titre aussi de comparaison, selon Vermeulen et Goad, (2006), pour les deux pays responsables de plus de 80% de la production mondiale d'huile de palme (Indonésie et Malaisie), la participation des agriculteurs familiaux (propriété de moins de 50 hectares) est plus significative : 35-40% de la superficie totale plantée et 33% de la production.

- L'usage intensif d'agrotoxiques

L'usage intensif d'agrotoxiques et d'engrais chimiques ne caractérise pas un modèle "propre" de production des actuels biocombustibles. Les syndicats et les travailleurs critiquent les conditions d'utilisation des produits chimiques qui affectent la santé des travailleurs ruraux. Outre le manque de responsabilité sociale des entreprises, ces pratiques nocives pour la santé viennent aussi de l'insuffisance des politiques de contrôle et du manque de réglementation.

L'emploi intensif d'agrotoxiques a aussi pour conséquence la contamination des cours d'eau. Les monocultures nécessitent l'utilisation d'agrotoxiques et de fertilisants qui peuvent causer de sérieux impacts sur la biodiversité aquatique. Lors d'un entretien, des agriculteurs de l'association Arauaí intégrée à Agropalma, ont indiqué qu'il s'est produit une forte contamination du fleuve qui passe à proximité du village. Cette situation a été également le motif d'actions d'une communauté d'indiens à Tomé-Açú. En mai 2012, dix fonctionnaires de la Biopalma qui travaillaient dans la production de dendê ont passé plus de 12 heures détenus comme otages par les indiens de la localité de Turé Mariquita.

'Selon l'indien Urutaw, la Biovale ne respecte pas les accords signés avant le commencement de la plantation de dendê [...]. Les sept kilomètres d'espace entre les villages et la plantation, qui devaient être réservés à des cultures destinées à l'alimentation, sont tous occupés par des pieds de dendê. Et les eaux de nos ruisseaux (*igarapés*) sont toutes contaminées par les agrotoxiques et par l'engrais chimique utilisé dans la plantation'. (MENDEZ, 2012).



Ce dernier exemple illustre la difficulté de concilier les intérêts des entreprises avec ceux des communautés locales.

Considérations finales

Le tableau 2 présente une évaluation du PSOP par rapport au développement durable selon les aspects économiques, sociaux et environnementaux de la chaîne de production de l'huile de palme.

Tableau 2: Evaluation du Programme de développement durable de Production d'Huile de Palme

	Avantages	Désavantages
Economiques	<ul style="list-style-type: none"> . Création d'emplois (travailleurs ruraux). . Accroissement du revenu de l'agriculture familiale intégrée . . Les petits agriculteurs commencent à acheter des tracteurs (meilleure productivité). 	<ul style="list-style-type: none"> . Travail peu qualifié sans toujours respecter la législation sociale. . Comportement opportuniste des agriculteurs: tertiarisation du travail, déboisement au profit de l'élevage, augmentation des cultures de dendê (au delà de la limite de 10 hectares) avec le risque de substituer les cultures alimentaires pour le dendê. . Les entreprises développent un modèle d'intégration des agriculteurs familiaux dans la chaîne de production sans se préoccuper des questions liées au développement territorial durable.
Sociales	<ul style="list-style-type: none"> . Réduction du fort chômage lié aux actions contre le déboisement illégal (Tailândia) . Diminution de la violence (homicides) en dépit de l'augmentation de la prostitution et du trafic de drogues. 	<ul style="list-style-type: none"> . Risques pour la santé avec l'usage des agrotoxiques. . Les questions du travail au niveau de la sécurité et des salaires. . Exode rural par les pressions des industries sur les petits agriculteurs pour s'approprier les terres. . Attraction de personnes de l'extérieur de la région et forte croissance de la population urbaine. . Dépendance des agriculteurs : contrat de 25 ans avec les entreprises, leurs revenus dépendent du prix de l'huile sur le marché international.
Environnementales	<ul style="list-style-type: none"> . Reboisement des aires dégradées. . Forte réduction des incendies et de la déforestation. 	<ul style="list-style-type: none"> . Utilisation massive de produits chimiques dans les plantations de dendê. . Pollution des rivières à cause des agrotoxiques. . Modèle de monocultures dominé par



		l'agrobusiness. . L'interdiction de la destruction d'espaces végétaux pour l'expansion de la culture de palme n'est pas bien contrôlée.
--	--	--

Source: tableau élaboré par les auteurs.

Les risques du Programme de Biodiesel sont liés aux conditions de travail des travailleurs ruraux, à la réduction des plantations de culture de subsistance et aux rapports de dépendance à long terme des agriculteurs intégrés aux groupes industriels. L'ampleur des projets de plantation provoque une pénurie de main d'oeuvre dans une région où la densité démographique n'est pas si grande. En conséquence, il se constate un flux important d'arrivée de personnes en situation de pauvreté avec un manque d'infrastructure sociale pour les recevoir.

Comme points forts, se détache l'application du modèle de partenariat entre les petits agriculteurs et les entreprises, qui permet à moyen terme un net accroissement de revenu pour les petits agriculteurs et une contribution à la lutte contre les pratiques généralisées de déforestations et d'incendies. Ceci s'est produit dans une période où le prix de l'huile de palme sur le marché international a connu une croissance significative (2009-2013). Néanmoins, les points positifs doivent être compensés par les allégations de pratiques contestables d'acquisitions de terres des petits agriculteurs et par une progression de l'exode rural.

La vision instrumentale des entreprises explique que les industriels sont surtout préoccupés par l'établissement de chaînes de productions efficaces. Toujours dans cette perspective de la chaîne de production des affaires, les agriculteurs familiaux associés sont surtout considérés comme fournisseurs intégrés et la préoccupation majeure des entreprises est essentiellement de maximiser la productivité des plantations avec une assistance technique de qualité. C'est en ce sens que la responsabilité sociale des entreprises peut être qualifiée de "responsabilité étroite" par rapport à la question d'un développement territorial intégré.

Selon Justiniano Netto (2012) de la Coordination du Programme Villes Vertes (PMV), les données sur l'évolution de l'économie locale donnent déjà des résultats positifs,

'Dans des villes comme Moju, Tailândia, il y a un accroissement des emplois et une diminution du déboisement. Ces régions sont en train de réussir à faire la transition d'un modèle économique basé sur le déboisement vers une économie en croissance, travaillant dans la légalité et dans un environnement propice à l'investissement'.

Cependant, le PSOP dans la région du Bas Tocantins (Etat du Pará) provoque un réaménagement à grande échelle du territoire avec l'appropriation de nombreuses terres par



les grands groupes et l'intégration de l'agriculture familiale dans un modèle capitaliste basé sur une relation de forte dépendance. alors que l'accès à l'autonomie soit un facteur important d'inclusion sociale. Par ailleurs, la production d'huile de palme ne résout pas le manque d'infrastructure dans le secteur des communications, de la santé et de l'éducation.

Conformément à la publication du séminaire réalisé à Rio de Janeiro en Juillet 2007 par la FASE - REBRIP, face à un modèle d'*agrobusiness* où les entreprises nationales et transnationales cherchent à renforcer leur hégémonie, les agriculteurs familiaux doivent s'organiser.

Les mouvements sociaux ont la responsabilité de développer des modèles complémentaires à ce programme sectoriel à partir d'actions d'appuis aux agriculteurs et avec l'objectif de diversifier les cultures avec la création d'associations et de coopératives (MAGALHÃES DROUVOT et al., 2010).

Dans cette perspective, les entretiens indiquent un clivage entre les entreprises et les diverses organisations représentatives locales. Un responsable syndical interviewé a constaté que les deux entités “ne parlent pas la même langue”.

Acevedo (2009) souligne qu'avec son programme de “dendéculture”, l'Etat brésilien prend part à une politique de modernisation conservatrice dans la mesure où s'opère une profonde transformation au sein des structures sociales rurales de la région suite à un processus d'intégration des structures agraires au capitalisme industriel.

Bibliographie

- ACEVEDO, R. (2009) **Bioindústria, territorialidades e relações sociais no Pará**; a expansão do dendê (NAEA-UFPA-PNCSA). Disponible avec: http://www.ufrb.br/component/option,com_docman/Itemid,0/task,doc_view/gid,1410/ Accès en 2009.
- ARNAULT DE SARTRE, X.; BERDOULAY, V. (2011). **Des politiques territoriales durables ?** Leçons d'Amazonie. Editions Quae, Paris, 2011.
- BECKER, B. « **Recuperação de áreas desflorestadas da Amazônia: será pertinente o cultivo da palma de óleo (Dendê)?** ». Revista Franco-Brasileira de Geografia- Confins. n° 10. 2010
- BURLER, R. A.; LAURENCE, W. F.(2009). « **Is oil palm the next threat to the Amazon?** ». Tropical Conservation Science, vol.2 (1), p.1-10.
- CESAR, A. S., BATALHA, M. O. (2013). « **Brazilian biodiesel: the case of the palm's social projects** ». Energy Policy, n°56, Elsevier, p. 165-174.
- D'HUMIERES, P. (2005). **Le développement durable : le management de l'entreprise responsable**, Paris, Editions d'Organisation.
- DOAN, B. (2009). **Les affameurs**, voyage au cœur de la planète de la faim. Paris, Editions Privé, 2009.



- DONALSON, T., PRESTON, L.E. (1995). « **The stakeholder theory of the corporation: concepts, evidence and implications** ». *Academy of Management Review*, vol.20, n.1, p.65-91, 1995.
- DROUVOT H. ; MAGALHÃES DROUVOT C. ; RANEIRI R. ; BATISTA W. F. (2013) « **L'influence de la culture organisationnelle sur une politique de responsabilité sociale envers des agriculteurs familiaux. Le cas d'une entreprise productrice d'huile de palme en Amazonie** ». 7^{ème} Congrès de l'IFBAE, 13 et 14 mai 2013, IAE de Tours, France.
- ECO4PLANET (2009). « **Vale promete produzir 160 mil toneladas de biodiesel ao ano** ». Disponível em <http://eco4planet.com/blog/2009/06/vale-promete-produzir-160-mil-toneladas-de-biodiesel-ao-ano/> Accès en 2012.
- ELKINGTON, J. (1998). « **Cannibals with Forks: The Triple Boom Line of 21st Century Business** ». *New Society*, chapitre 4.
- FASE-REBRIP. (2007). **Agrocombustíveis e a agricultura familiar e camponesa**, subsídios ao debate. Rio de Janeiro.
- FLEXA, E. (2011). « **Programa planta êxodo e colhe miséria** ». *O Liberal*, avril 2011.
- GRUNDMANN, E. (2013). **Un fléau si rentable: vérités et mensonges sur l'huile de palme**. Paris, Calmann-Lévy.
- HOMMA, K. O. A. **Amazônia: como aproveitar os benefícios da destruição?**. *Estudos Avançados*, vol.19, n°54, São Paulo, mai/août 2005.
- LEROY, J. P. (2007). « **Contextualização e problematização dos agrocombustíveis no Brasil** ». Capítulo I. In: FASE – REBRIP. **Agrocombustíveis e a agricultura familiar e camponesa**, subsídios ao debate. Rio de Janeiro.
- MAGALHÃES DROUVOT, C. (2010). **Le programme national brésilien de biodiesel, les facteurs clés de succès et le management coopératif : une solution pour développer les compétences et la participation des petits paysans ?** Thèse de Doctorat em Ciências de Gestion, UPMF, Grenoble, 26 avril 2010.
- MAGALHÃES DROUVOT, C.; DROUVOT, H.; PERLUSS, P. (2010). « **A coherent agro-energy policy to faster social inclusion for peasant families: the role of Petrobras on the João Câmara and Ceará-Mirim sites (Brazil)** ». 9^{ème} EUROPEAN IFSA (INTERNATIONAL FARMING SYSTEMS ASSOCIATION). Vienne, Autriche, juillet 2010.
- MENDEZ, E. (2012). « **Índios fazem reféns em Tomé-Açu** ». *O Liberal*, 18 mai. 2012, p.7.
- NETTO, J. (2012). « **Municípios Verdes festejam geração de emprego** ». *O Liberal*, 15 août 2012.
- PBIO, (2011). « **Programa de biodiesel da Petrobras (PBio) “não é assistencialismo” diz Rossetto** ». *O Estado de São Paulo*, 21 mars 2011.
- PETROBRAS (2010). **Parceira com agricultores do Pará marca entrada da PBIO no mercado**.
- PORTER M. E.; KRAMER M. R. (2011). « **Criação de valor compartilhado** ». *Harvard Business School Club of Brazil*, 10/01/2011.
- QUAZY, A. M; O'BRIEN, D. (2000). **An empirical test of a cross-national model of corporate social responsibility**, *Journal of Business Ethics*, vol.25, n°1, p.35-51.
- RAMBO, A. C.; FILIPPI, E. E.; AMARAL, V. (2008). « **Desenvolvimento territorial e políticas públicas: uma análise acerca do Programa Nacional de produção e Uso do Biodiesel – Brasil X agricultura familiar** ». Argentina: IV Congresso Internacional da RedSIAL. Disponible avec <http://www6.ufrgs.br/pgdr/arquivos/590.pdf> Accès en 2012.
- REPORTER BRASIL (2010a). « **Dendê na Amazônia: novos projetos, alerta permanente** ». Disponível: < <http://www.reporterbrasil.org.br/exibe.php?id=1752> >. Acesso: 3 juin 2010.



REPORTER BRASIL (2010b). « **A agricultura familiar e o programa nacional de biodiesel**, retrato do presente, perspectivas de futura », novembro 2010. Disponible avec: <http://www.reporterbrasil.org.br/agrocombustiveis> Accès le 13 avril 2013.

RIBEIRO, A. (2009), « **Lucros com ação social na floresta** », Revista Época Negócios, 04/03/2009.

RIVAL, A.; LEVANG, P. (2013), **La palme des controverses**, palmiers à huile et enjeux de développement. Versailles, Editions Quae.

SALOMON, M. (2009). « **Governo expandirá dendê na Amazônia** ». Notícias Ambiente Brasil, 7 avril 2009.

VASCONCELLOS, A. M.; VASCONCELLOS, SOBRINHO M. (2007). **Alternativas de desenvolvimento e o modelo de sustentabilidade**. Belém, Unama, Fidesa.

VERMEULEN, S.; GOAD, N. (2006). « **Towards better practice in smallholder palm oil produção** ». Natural Resource Issues Series, n°5. International Institute for Environment and Development. London, UK, p.1-57.

VIEGA FILHO, L. (2010). « **Meio bilhão para dobrar área de dendê**; consórcio Vale e Biopalma será o maior produtor de óleo de palma das Américas », Valor Estado Pará, avril 2010.

WEBER, R. P., (1988). **Basic Content Analysis**, Sage University Paper Series on Quantitative Applications in the Social Sciences, series n° 07-049, Sage, Beverly Hills, CA and London.

WILKINSON, J.; HERREIRA, S.; COSTA, V. (2009). « A cultura do dendê no Estado do Pará; O papel da mulher na produção de dendê », In: **Agrocombustíveis: armadilha para as mulheres?**. Rio de Janeiro: Instituto Equit, 2009.

WOLFF, D. (2010). **Le développement durable**. Théories et applications au management. Paris, Dunod,